



Droits des femmes en danger

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Pour prendre contact : Envoyez vos coordonnées par courrier à Npa, 2, rue Richard Lenoir-93100 Montreuil ou par mail à ecrire@npa2009.org

Prénom :

adresse :

Tel :

Mail :



Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes se « célèbre » dans la rue. Dans une période où les inégalités se creusent, avec une grève générale en Guadeloupe et en Martinique, des luttes dans les universités, à la poste, dans les hôpitaux, dans de nombreuses entreprises, nous sommes dans la rue, pour défendre les droits des femmes.

L'accès aux droits à l'avortement et à la contraception, durement gagné par les luttes passées, est ainsi directement remis en cause par différents biais comme par exemple la reconnaissance du statut du fœtus ou la suppression des postes et des crédits dans les Centres d'Interruption Volontaires de Grossesses. Et s'attaquer à l'avortement c'est s'en prendre directement au droit des femmes à disposer de leur corps librement. L'avortement est en danger et nous devons être plus nombreuses et nombreux à le défendre. Le 8 mars est une occasion de rappeler que les femmes doivent être libre de choisir. Nous devons lutter pour le renforcement de la prévention, pour l'éducation sexuelle dans les structures publiques, dans les lycées et les universités pour permettre à plus de femmes de s'informer de leurs droits. Dans un contexte du casse du service public, c'est aujourd'hui le planning familial qui est touché et se voit imposer une baisse de 42% de ses subventions accordées pour les heures réalisées et consacrées à l'accueil, l'information, l'éducation à la sexualité et au conseil conjugal et familial.

Sarkozy promettait l'égalité femmes/hommes en 2009 : on y est et elle n'y est pas!

Sur le plan des salaires, les femmes touchent en moyenne, tous temp de travail confondus, 27% de moins que les hommes ; Ce qui se traduit ensuite par un niveau de retraite de 38 % inférieur à celui des hommes...

Dans le secteur public, le gouvernement supprime des dizaines de milliers de postes - Education nationale, hôpitaux, la Poste. Ce faisant, il continue son entreprise de démolition des services publics et restreint ainsi l'accès des populations les plus vulnérables, notamment les femmes qui en ont pourtant le plus besoin.

Dans le cadre de la RGPP, le gouvernement supprime le Service des Droits des Femmes et de l'Égalité en charge de cette politique. Le SDFE est l'interlocuteur privilégié des associations de défense des droits des femmes sur tout le territoire, et des élus et organismes qui agissent pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

De nombreuses femmes sont victimes de violences, dans la famille, la rue, au travail, et cela uniquement parce qu'elles sont femmes ! Viols, agressions sexuelles, mutilations sexuelles, coups, violences psychologiques, harcèlement sexuel au travail, mariages forcés, violences spécifiques à l'encontre des lesbiennes..., ces violences inacceptables tuent ou laissent toujours des traumatismes importants. Et elles ont lieu dans tous les milieux sociaux. Tout le monde se désole. Mais disposons-nous vraiment de toutes les mesures nécessaires pour combattre les violences faites aux femmes ?

Nous ne cherchons pas à renforcer les mesures de répression pénale qu'encourage le gouvernement, mais à obliger les politiques publiques à développer les politiques de prévention et d'éducation et de protection des femmes. Il y a donc urgence à adopter une loi-cadre contre les violences faites aux femmes. Car aucune loi ne prend pas en compte la prévention des violences faites aux femmes et laisse chacun-e se débrouiller dans son coin.

Le 8 mars est aussi le jour où nous réaffirmons notre solidarité sans frontières. Ailleurs dans le monde, des femmes subissent exploitation, guerres, violences et mutilations.

Nous sommes à leurs côtés et soutenons leur résistance car nous savons que notre combat est commun !